

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/ACC/RUS/34/Rev.1

2 mai 2000

(00-1762)

**Groupe de travail de
l'accession de la Fédération de Russie**

Original: anglais

ACCESSION DE LA FÉDÉRATION DE RUSSIE

Informations concernant l'évolution de la législation de la Fédération de Russie
régissant les relations économiques extérieures
dans le domaine des services

Révision

La Mission permanente de la Fédération de Russie a fait parvenir au Secrétariat les informations ci-après concernant l'évolution de la législation de la Fédération de Russie régissant les relations économiques extérieures dans le domaine des services du 1^{er} décembre 1998 au 1^{er} janvier 2000.

Liste des lois fédérales et des autres textes réglementaires adoptés par la Fédération de Russie au cours de la période du 1^{er} décembre 1998 au 1^{er} janvier 2000.

1. Loi fédérale n° 4-FZ du 4 janvier 1999 sur la coordination des relations internationales et des relations économiques extérieures des collectivités territoriales de la Fédération de Russie;
2. Loi fédérale n° 8-FZ du 6 janvier 1999 portant modification de la Loi fédérale sur les communications;
3. Loi fédérale n° 39-FZ du 25 février 1999 sur les activités d'investissement dans la Fédération de Russie sous forme de dépenses d'équipement;
4. Loi fédérale n° 97-FZ du 6 mai 1999 sur les appels d'offres pour les marchés de produits, de travaux et de services destinés aux besoins de l'État;
5. Loi fédérale n° 116-FZ du 23 juin 1999 portant modification de la Loi fédérale sur la privatisation des biens de l'État et sur les principes fondamentaux de la privatisation des biens municipaux dans la Fédération de Russie;
6. Loi fédérale n° 117-FZ du 23 juin 1999 sur la protection de la concurrence dans le marché des services financiers;
7. Loi fédérale n° 118-FZ du 24 juin 1999 portant modification de la Loi fédérale sur les procédures d'entrée dans la Fédération de Russie et les procédures de sortie de la Fédération de Russie;
8. Loi fédérale n° 126-FZ du 5 juillet 1999 portant modification de la Loi sur les banques et l'activité bancaire;
9. Loi fédérale n° 160-FZ du 9 juillet 1999 sur l'investissement étranger dans la Fédération de Russie;
10. Loi fédérale n° 165-FZ du 16 juillet 1999 sur les principes fondamentaux de la sécurité sociale obligatoire;
11. Loi fédérale n° 176-FZ du 17 juillet 1999 sur les communications postales;
12. Loi fédérale n° 183-FZ du 18 juillet 1999 sur le contrôle des exportations;

13. Loi fédérale n° 204-FZ du 20 novembre 1999 portant modification de la Loi fédérale sur l'organisation des activités d'assurance dans la Fédération de Russie;
14. Résolution du gouvernement n° 1488 du 11 décembre 1998 sur l'assurance maladie des ressortissants étrangers résidant temporairement dans la Fédération de Russie et des ressortissants russes à leur sortie de la Fédération de Russie;
15. Résolution du gouvernement n° 180 du 16 février 1999 sur les procédures régissant l'importation et l'utilisation des systèmes de communications personnelles mobiles mondiales par satellite dans le marché russe des télécommunications;
16. Résolution du gouvernement n° 228 du 26 février 1999 sur le crédit-bail pour les produits du génie mécanique dans le complexe agro-industriel de la Fédération de Russie à l'aide de fonds du budget fédéral;
17. Résolution du gouvernement n° 472 du 27 avril 1999 sur l'octroi de licences relatives à certains types d'activités d'audit dans la Fédération de Russie;
18. Résolution du gouvernement n° 556 du 20 mai 1999 portant approbation du Règlement sur l'octroi de licences relatives aux activités de manutention des déchets dangereux;
19. Résolution du gouvernement n° 698 du 26 juin 1999 sur l'organisation d'appel d'offres pour le droit de télédiffusion et de radiodiffusion par voie terrestre et pour l'élaboration et le développement d'un nouveau canal de fréquence radioélectrique pour la télédiffusion et la radiodiffusion;
20. Résolution du gouvernement n° 900 du 4 août 1999 portant approbation du Règlement sur la délivrance des brevets des gens de mer;
21. Résolution du gouvernement n° 1085 du 23 septembre 1999 portant modification du Règlement sur les garanties que doivent fournir les ressortissants étrangers et les apatrides sur leurs moyens de subsistance dans la Fédération de Russie et sur leurs moyens de sortie de la Fédération de Russie, approuvée par la Résolution du gouvernement n° 1142 du 1^{er} octobre 1998.

Observations

1. Loi fédérale n° 4-FZ du 4 janvier 1999 sur la coordination des relations internationales et des relations économiques extérieures des collectivités territoriales de la Fédération de Russie

La loi prescrit la procédure générale de coordination des relations internationales et des relations économiques extérieures des collectivités territoriales de la Fédération de Russie, et elle comprend des garanties juridiques de protection des droits et intérêts légitimes des collectivités territoriales de la Fédération de Russie lors de l'établissement et du développement des relations internationales et des relations économiques extérieures.

2. Loi fédérale n° 8-FZ du 6 janvier 1999 portant modification de la Loi fédérale sur les communications

En ce qui concerne l'accès au marché russe des services de télécommunication, la loi prescrit d'accorder la priorité à la production intérieure et à l'exploitation des matériels de communication produits dans la Fédération de Russie, selon la politique nationale en matière de recherche et de technologie.

3. Loi fédérale n° 39-FZ du 25 février 1999 sur les activités d'investissement dans la Fédération de Russie sous forme de dépenses d'équipement

La loi aménage le cadre juridique et économique des activités d'investissement sous forme de dépenses d'équipement dans la Fédération de Russie et assure à tous les participants aux activités d'investissement sous forme de dépenses d'équipement une protection égale de leurs droits, intérêts et biens, sans égard à leur régime de propriété.

L'article 4 de la loi dispose que les investisseurs qui réalisent des dépenses d'équipement doivent faire appel à leurs propres capitaux ou attirer des capitaux, en conformité avec la législation russe. Ces investisseurs peuvent être des personnes physiques, des personnes morales, des regroupements de personnes morales constitués en vertu d'un accord d'activité conjointe mais ne jouissant pas eux-mêmes de la personnalité juridique, des organismes gouvernementaux, des collectivités locales ou des entités commerciales étrangères.

4. Loi fédérale n° 97-FZ du 6 mai 1999 sur les appels d'offres pour les marchés de produits, de travaux et de services destinés aux besoins de l'État

Cette loi régit les relations entre les entités acheteuses (clients d'État) et les soumissionnaires (fournisseurs ou entrepreneurs) dans le cours des appels d'offres pour les marchés de produits, de travaux et de services destinés aux besoins de l'État.

S'agissant de la participation des fournisseurs ou entrepreneurs étrangers à ces appels d'offres, la loi dispose que les fournisseurs étrangers de produits, de travaux ou de services peuvent soumissionner si la production de ces biens, travaux ou services destinés aux besoins de l'État dans la Fédération de Russie est inexistante ou n'est pas économiquement souhaitable.

5. Loi fédérale n° 116-FZ du 23 juin 1999 portant modification de la Loi fédérale sur la privatisation des biens de l'État et sur les principes fondamentaux de la privatisation des biens municipaux dans la Fédération de Russie

La loi dispose que l'autorité dirigeante d'une société anonyme ouverte dont plus de 25 pour cent des actions sont la propriété de l'État ou des municipalités n'est pas autorisée à effectuer des opérations comportant l'aliénation d'actions apportées au capital autorisé de la société, ou susceptibles d'entraîner l'aliénation de ces actions ou la constitution de fiducie à leur égard, sans le consentement préalable donné par écrit de l'autorité administrative publique qui a constitué le capital autorisé de la société. Cette prescription s'applique à la société au cours de la période de privatisation ou jusqu'à ce que le nombre d'actions appartenant à l'État ou aux municipalités tombe à 25 pour cent ou moins du total.

6. Loi fédérale n° 117-FZ du 23 juin 1999 sur la protection de la concurrence dans le marché des services financiers

Cette loi régit les facteurs ayant un effet sur la concurrence dans le marché des valeurs mobilières, dans le marché des services bancaires, dans le marché des services d'assurance et dans les autres marchés de services financiers.

Elle définit la notion de position dominante d'une organisation financière dans le marché des services financiers.

Aucun accord, quelle que soit sa forme, ni aucune action coordonnée entre des organisations financières ou entre des organisations financières et les autorités fédérales, régionales et locales (sauf les accords et actions coordonnés entre des organisations financières et la Banque de Russie) ne sont autorisés si ces accords ou cette action coordonnée entraînent ou peuvent entraîner une réduction de la concurrence dans le marché des services financiers.

Les organisations financières doivent notifier à l'autorité fédérale antimonopole toute forme d'accords ou de décisions touchant la coordination de leur action avec d'autres organisations financières, avec des autorités ou avec d'autres personnes morales. La constitution d'associations

d'organisations financières est autorisée, sous réserve du consentement préalable de l'autorité fédérale antimonopole.

Les autorités fédérales, régionales et locales et la Banque de Russie ne sont pas autorisées à adopter des réglementations visant à créer un environnement qui soit défavorable de manière déraisonnable à certaines organisations financières.

Les opérations donnant lieu à l'acquisition par des personnes morales ou physiques de plus de 20 pour cent de l'actif et des actions d'organisations financières doivent faire l'objet d'une approbation préalable de l'autorité fédérale antimonopole.

7. Loi fédérale n° 118-FZ du 24 juin 1999 portant modification de la Loi fédérale sur les procédures d'entrée dans la Fédération de Russie et les procédures de sortie de la Fédération de Russie

La loi comporte la disposition suivante:

"Dans le cas où un citoyen étranger ou un apatride demande l'entrée dans la Fédération de Russie en vue d'y travailler, un visa russe peut lui être délivré sous réserve de l'obtention d'un permis de l'organe exécutif fédéral responsable du Service des migrations, conformément à la procédure établie par le gouvernement de la Fédération de Russie."

8. Loi fédérale n° 126-FZ du 5 juillet 1999 portant modification de la Loi fédérale sur les banques et l'activité bancaire

L'ajout suivant est intégré à l'article 28 de la Loi fédérale sur les banques et l'activité bancaire:

"Les organisations de crédit établissent des relations de correspondant avec les banques étrangères inscrites comme banques extraterritoriales des États étrangers, conformément à la procédure prescrite par la Banque de Russie."

9. Loi fédérale n° 160-FZ du 9 juillet 1999 sur l'investissement étranger dans la Fédération de Russie

Cette loi fédérale établit les garanties fondamentales relatives aux droits des investisseurs étrangers sur leurs investissements et le produit de ces investissements ainsi que les conditions régissant les activités des investisseurs étrangers dans la Fédération de Russie.

Elle ne s'applique pas, cependant, à ce qui concerne les investissements étrangers dans les banques et les autres organismes de crédit et d'assurance ni à ce qui concerne les investissements étrangers dans les organisations à but non lucratif visant certains buts d'intérêt public, à caractère éducatif, de bienfaisance, scientifique ou religieux.

La loi prévoit également des garanties contre toute modification de la législation de la Fédération de Russie qui serait défavorable à l'investisseur étranger ou à l'entité commerciale à investissement étranger. Elle garantit que les nouveaux textes législatifs ou réglementaires fédéraux de la Fédération de Russie et toute modification de la législation actuelle ne s'appliqueront pas (sous réserve des circonstances et conditions définies à l'article 9 de la loi). Les dispositions de l'article 9 visent toute entité commerciale à investissement étranger, à condition que les actions ou la contribution des investisseurs étrangers au capital apporté de l'entité excède 25 pour cent, ou toute entité commerciale à investissement étranger qui réalise des projets d'investissement prioritaires, sans égard aux actions ou à la contribution des investisseurs étrangers au capital de l'entité.

La loi dispose que les lois fédérales ne peuvent imposer d'exemptions à caractère restrictif aux investisseurs étrangers que dans la mesure nécessaire pour protéger les fondements de l'ordre constitutionnel, la moralité, la santé, les droits ou les intérêts juridiques d'autres personnes ou pour assurer la défense et la sécurité nationales.

10. Loi fédérale n° 165-FZ du 16 juillet 1999 sur les principes fondamentaux de la sécurité sociale obligatoire

Cette loi définit l'assureur comme une entité à but non lucratif créée en vertu des lois fédérales sur les divers types de sécurité sociale obligatoire en vue de garantir les droits des personnes couvertes par la sécurité sociale obligatoire pour les événements assurés.

11. Loi fédérale n° 176-FZ du 17 juillet 1999 sur les communications postales

Cette loi prévoit un certain nombre de prescriptions régissant les opérateurs de services postaux:

- l'activité des opérateurs de services postaux s'exerce sous licence. La licence vise l'ensemble des opérations représentant la totalité du cycle d'activités des services postaux, dont la réception, le traitement, l'acheminement et la distribution du courrier ainsi que le transport des escortes. L'octroi de licences pour toute opération distincte au sein de la totalité du cycle d'activités n'est pas autorisé;
- aucune restriction n'est imposée sur la forme organisationnelle ou juridique des opérateurs de services postaux; les fournisseurs de services postaux jouissent de droits égaux pour la prestation des services postaux publics, sans égard à leur forme organisationnelle ou juridique;
- l'État accorde une aide aux fournisseurs de services postaux en vue d'assurer la fiabilité du fonctionnement de ces services dans la Fédération de Russie;
- les fournisseurs de services postaux sont appelés à coordonner leur activité avec les autorités publiques des régions de la Fédération russe concernées;
- l'investissement dans le développement des services postaux est régi par la législation sur l'investissement de la Fédération de Russie.

12. Loi fédérale n° 183-FZ du 18 juillet 1999 sur le contrôle des exportations

Cette loi fédérale établit les principes de la politique gouvernementale et le cadre législatif des activités des autorités exécutives fédérales en matière de contrôle des exportations et elle fixe les droits, obligations et responsabilités des participants aux activités de commerce extérieur.

Elle s'applique aux activités de commerce extérieur relatives aux produits, informations, travaux, services ou produits intellectuels susceptibles d'être utilisés dans le développement des armes de destruction massive et dans leurs moyens de livraison, et pour d'autres types d'armes ou de matériels militaires visés par la mise en œuvre du contrôle des exportations dans le but défini par cette loi fédérale.

La loi fédérale (article 18) dispose que la réalisation de transactions de commerce extérieur mettant en jeu le transfert à une partie étrangère de produits et de technologies contrôlés est assujettie à l'engagement écrit de cette partie que ces produits ou ces technologies ne serviront pas au développement d'armes de destruction massive ou de moyens de livraison de ces armes.

Les transactions de commerce extérieur mettant en jeu le transfert à une partie étrangère de produits et de technologies contrôlés sont soumises à un régime de licences. La licence est délivrée par l'autorité exécutive fédérale, en conformité avec la Loi fédérale sur la réglementation du commerce extérieur.

13. Loi fédérale n° 204-FZ du 20 novembre 1999 portant modification de la Loi fédérale sur l'organisation des activités d'assurance dans la Fédération de Russie

Cette loi supprime à peu près la seule restriction qui restait à l'accès des fournisseurs étrangers au marché russe de l'assurance, en l'occurrence le plafond de 49 pour cent fixé à la participation étrangère au capital apporté d'un assureur russe. Elle élargit donc la présence étrangère sur le marché russe.

Simultanément, en raison de la situation relativement complexe du marché de l'assurance russe (en particulier l'instauration incomplète d'un régime moderne de surveillance des assurances, conséquence de la crise financière d'août 1998), certaines mesures réglementaires sont adoptées pour les sociétés d'assurance où la participation étrangère excède 49 pour cent (restrictions sur l'assurance vie, assurance obligatoire, etc.).

La loi ne nuit pas aux intérêts des sociétés à investissement étranger déjà établies sur le marché, l'environnement de ces sociétés n'étant pas modifié dans la mesure où la participation étrangère à ces sociétés n'est pas portée au-delà de 49 pour cent.

14. Résolution du gouvernement n° 1488 du 11 décembre 1998 sur l'assurance maladie des ressortissants étrangers résidant temporairement dans la Fédération de Russie et des ressortissants russes à leur sortie de la Fédération de Russie

Conformément à l'article 8 de la Loi de la RSFSR sur l'assurance maladie des citoyens dans la Fédération de Russie, le gouvernement de la Fédération de Russie décide, notamment, qu'au cas où un État étranger impose une réglementation prescrivant, comme condition obligatoire à l'entrée sur son territoire des ressortissants de la Fédération de Russie, qu'ils soient titulaires d'une assurance maladie pour la durée de leur séjour, le Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie doit, selon la procédure prescrite, examiner s'il y a lieu d'imposer pareille condition à l'entrée des ressortissants de cet État dans la Fédération de Russie.

15. Résolution du gouvernement n° 180 du 16 février 1999 sur les procédures régissant l'importation et l'utilisation des systèmes de communications personnelles mobiles mondiales par satellite dans le marché russe des télécommunications

Cette résolution est approuvée en vue de stimuler la coopération et le partenariat entre l'opérateur russe et les sociétés industrielles dans la réalisation de projets internationaux visant à développer un nouveau type de services, soit les communications personnelles mobiles mondiales par satellite, et en vue de poursuivre le développement d'un réseau intégré de communication basé sur les nouvelles technologies dans la Fédération de Russie. Dans cette perspective, le gouvernement de la Fédération de Russie décide par résolution:

- de reconnaître, en principe, l'utilisation des services de communication offerts par les systèmes de communications personnelles mobiles mondiales par satellite sur le marché des télécommunications de la Fédération de Russie en conformité avec la législation russe, à condition que les opérateurs russes disposent d'un droit exclusif pour ce qui est de la fourniture des services de télécommunication offerts par ces systèmes dans la Fédération de Russie;

- de conférer un droit exclusif de fourniture de services de télécommunication confidentiels, par les systèmes de communications personnelles mobiles mondiales par satellite utilisés sur le marché des télécommunications de la Fédération de Russie, à un opérateur russe désigné, qui sera chargé d'établir et de développer un sous-système fédéral spécial de télécommunications confidentielles; et
- de ne délivrer de licences aux opérateurs russes, pour la fourniture de services de télécommunication utilisant tout système de communications personnelles mobiles mondiales par satellite créé par les sociétés internationales, qu'après avoir obtenu des sociétés propriétaires de ces systèmes les garanties nécessaires reconnues à l'échelle internationale.

16. Résolution du gouvernement n° 228 du 26 février 1999 sur le crédit-bail pour les produits du génie mécanique dans le complexe agro-industriel de la Fédération de Russie à l'aide de fonds du budget fédéral

La résolution prévoit qu'une société de crédit-bail qui souhaite agir comme prêteur de machines agricoles aux producteurs agricoles selon la formule du crédit-bail financé aux frais du fonds fédéral visé doit être sous participation majoritaire de l'État fédéral et ne pas être aliénable ou cessible autrement à des tiers.

17. Résolution du gouvernement n° 472 du 27 avril 1999 sur l'octroi de licences relatives à certains types d'activités d'audit dans la Fédération de Russie

Ce règlement, établi en application de la Loi fédérale sur l'octroi de licences pour certains types d'activités, établit la procédure d'octroi des licences d'audit destinée à assurer le contrôle de l'État sur le respect des prescriptions prévues par la législation russe pour ce type d'activités.

L'obtention de la licence d'audit est assujettie au respect d'un certain nombre de prescriptions, notamment les suivantes:

- le commissaire aux comptes agissant en qualité d'entrepreneur individuel doit avoir obtenu la reconnaissance professionnelle l'autorisant à effectuer le type d'activités d'audit en cause;
- toute entité juridique doit compter dans son personnel un minimum de deux commissaires aux comptes ayant obtenu la reconnaissance professionnelle;
- au moins 51 pour cent du capital fixe ou apporté de toute entité d'audit doit être la propriété de commissaires aux comptes ayant obtenu la reconnaissance professionnelle ou d'entités d'audit licenciées.

18. Résolution du gouvernement n° 556 du 20 mai 1999 portant approbation du Règlement sur l'octroi de licences relatives aux activités de manutention des déchets dangereux

Ce règlement définit les procédures de licence relatives aux activités productrices de déchets dangereux et à toute activité faisant intervenir la collecte, l'utilisation, la neutralisation, le transport ou l'élimination des déchets dangereux.

Le règlement établit notamment que le demandeur de licence doit, pour l'obtention de la licence, présenter aux autorités compétentes les pièces et renseignements suivants:

- des renseignements sur les compétences professionnelles des spécialistes appelés à exercer les activités sous licence. Si ces renseignements ne sont pas disponibles, les autorités responsables de l'octroi des licences peuvent demander de procéder à un examen de la compétence professionnelle des spécialistes;
- les résolutions des organes territoriaux du Comité d'État de la Fédération de Russie pour la protection de l'environnement, du Ministère du travail et du développement social, du Service d'État de prévention des incendies du Ministère de l'intérieur de la Fédération de Russie, du Comité d'État de la Fédération de Russie pour la surveillance sanitaire et épidémiologique et du Ministère de la Fédération de Russie chargé de la protection civile, des situations extraordinaires et de la correction des effets des catastrophes naturelles, aux lieux d'enregistrement des entités juridiques ou des entrepreneurs individuels et/ou aux lieux circonscrits sur le territoire où s'exerce l'activité sous licence. Des résolutions des organismes territoriaux du Comité fédéral russe pour la surveillance fédérale des secteurs minier et industriel de la Russie sont également prescrites pour la manutention des déchets dangereux issus de l'extraction et de la transformation des minéraux.

Les conditions et modalités de licence peuvent inclure également des prescriptions sur les qualifications du demandeur de licence ou du licencié, en particulier sur les qualifications professionnelles du personnel d'une entité juridique ou d'un entrepreneur individuel.

Elles peuvent inclure aussi des prescriptions touchant la conformité à des conditions spécifiques applicables à tout objet sur lequel s'exerce l'activité sous licence ou à tout moyen par lequel elle s'exerce.

19. Résolution du gouvernement n° 698 du 26 juin 1999 sur l'organisation d'appel d'offres pour le droit de télédiffusion et de radiodiffusion par voie terrestre et pour l'élaboration et le développement d'un nouveau canal de fréquence radioélectrique pour la télédiffusion et la radiodiffusion

Ce règlement est adopté en vue d'utiliser avec plus d'efficacité les ressources nationales limitées de canaux de fréquence radioélectrique attribués à la radiodiffusion par voie terrestre et de répondre plus largement à la demande d'émissions de télévision de la part de la population. Le règlement dispose notamment ce qui suit:

- les activités de repérage de nouveaux canaux de fréquence radioélectrique pour la radiodiffusion par voie terrestre sont menées en conformité avec les procédures établies de désignation et d'attribution des canaux de fréquence radioélectrique dans la Fédération de Russie pour le matériel électronique radio de toute nature, à la demande du Service fédéral pour la radiodiffusion et la télédiffusion, par des personnes morales ou physiques dûment enregistrées dans la Fédération de Russie;
- les personnes morales et physiques dûment enregistrées dans la Fédération de Russie peuvent soumissionner.

20. Résolution du gouvernement n° 900 du 4 août 1999 portant approbation du Règlement sur la délivrance des brevets des gens de mer

Ce règlement repose sur la Convention internationale de 1978 sur les normes de formation des gens de mer, de délivrance des brevets et de veille et sur ses amendements de 1995 (appelée ci-après la Convention de 1978). Conformément aux dispositions de la Convention de 1978, la loi prévoit qu'au lieu d'attribuer des titres aux officiers, des diplômes, certificats de qualification et certificats de spécialiste seront délivrés aux gens de mer.

S'agissant des ressortissants étrangers, le règlement dispose que des diplômes, certificats de qualification et certificats de spécialiste doivent être décernés:

- aux ressortissants étrangers diplômés des écoles de la marine de la Fédération de Russie;
- aux ressortissants étrangers qui servent ou ont servi à bord de navires battant le pavillon national de la Fédération de Russie; et
- aux ressortissants étrangers dans les cas prévus dans les traités internationaux sur la délivrance de brevets aux gens de mer et la formation conclus entre la Fédération de Russie et d'autres États parties à la Convention de 1978.

Le règlement prévoit également que les brevets de capitaine et d'officier délivrés par un État étranger partie à la Convention de 1978 doivent être reconnus par des attestations produites selon les règles fixées par le Ministère des transports de la Fédération de Russie.

21. Résolution du gouvernement n° 1085 du 23 septembre 1999 portant modification du Règlement sur les garanties que doivent fournir les ressortissants étrangers et les apatrides sur leurs moyens de subsistance dans la Fédération de Russie et sur leurs moyens de sortie de la Fédération de Russie, approuvée par la Résolution du gouvernement n° 1142 du 1^{er} octobre 1998

Il est prévu qu'"une police d'assurance maladie dûment délivrée à un ressortissant étranger ou à un apatride qui entre dans la Fédération de Russie en provenance d'un pays ayant établi, comme condition obligatoire à l'entrée des ressortissants russes sur son territoire, de posséder une assurance maladie pour la durée de leur séjour" est exigée du ressortissant étranger ou de l'apatride pour entrer dans la Fédération de Russie.

Documents indirectement liés à l'accès des fournisseurs étrangers
au marché russe des services

1. Loi fédérale n° 46-FZ du 5 mars 1999 sur la protection des droits et des intérêts légitimes des investisseurs dans le marché des valeurs mobilières;
2. Loi fédérale n° 119-FZ du 24 juin 1999 sur les principes et la procédure de division des compétences et des pouvoirs entre les organes publics de la Fédération de Russie et les organes publics des collectivités territoriales de la Fédération de Russie;
3. Loi fédérale n° 138-FZ du 8 juillet 1999 portant modification du Code civil de la Fédération de Russie;
4. Loi fédérale n° 140-FZ du 8 juillet 1999 portant modification de la Loi fédérale sur les organisations non commerciales;
5. Loi fédérale n° 144-FZ du 8 juillet 1999 sur la restructuration des organisations de crédit;
6. Loi fédérale n° 175-FZ du 17 juillet 1999 portant modification de la Loi sur l'emploi dans la Fédération de Russie;

7. Décret présidentiel n° 334 du 15 mars 1999 portant modification des modalités de vente obligatoire d'une partie des recettes en devises;
 8. Résolution du gouvernement n° 387 du 5 avril 1999 sur l'octroi de licences pour les activités pharmaceutiques et la vente en gros de préparations pharmaceutiques et de matériel médical;
 9. Résolution du gouvernement n° 903 du 5 août 1999 sur la réglementation de l'utilisation du matériel de télécommunication dans le réseau intégré de communication de la Fédération de Russie;
 10. Résolution du gouvernement n° 1084 du 2 septembre 1999 portant approbation des Règles fédérales sur l'utilisation de l'espace aérien de la Fédération de Russie;
 11. Résolution du gouvernement n° 1280 du 20 novembre 1999 portant approbation du Règlement sur l'octroi de licences de production et de commercialisation de semences de plantes cultivées.
-